



**MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
Général**

**MARCHE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
ASSISTANCE JURIDIQUE
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE :

Ecole nationale des douanes de La Rochelle

MAITRE DE L'OUVRAGE :

ETAT

Ministères Economiques et Financiers

Secrétariat Général

SERVICE CHARGE DE L'OPERATION :

ETAT

Ministères Economiques et Financiers

Secrétariat Général

Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel

Sous-direction de l'immobilier

Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage

Antenne Atlantique grand ouest

INTITULE DU MARCHE :

Marché d'assistance juridique pour la réutilisation du T47 en vue de la création d'un stand de tir et des espaces d'entraînement à l'école des Douanes de la Rochelle (17)

ARTICLE 1 - OBJET

1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un accord-cadre monoattributaire de prestation de services juridiques pour l'élaboration, la passation et le suivi d'exécution du marché global de performances des travaux de réutilisation du T47 en vue de la création d'un stand de tir et des espaces d'entraînement à l'école des Douanes de la Rochelle.

L'accord-cadre contient des prestations de conseils juridiques et, le cas échéant, des prestations de représentation en justice.

1.2. Contenu du marché

Le présent marché est composé :

- D'une part forfaitaire, portant sur une mission globale d'assistance juridique à la maîtrise d'ouvrage précisée à l'article 2 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) comprenant :
 - Mission 1 : rédaction des pièces contractuelles du marché global de performance
 - Mission 2 : assistance à la passation du marché global de performance
 - Mission 3 : assistance à l'exécution du marché global (phase conception-réalisation)
 - Mission 4 : assistance à la réception et garantie de parfait achèvement
- D'une part unitaire, comprenant des missions d'assistance au maître d'ouvrage en cas de pré contentieux et de représentation en justice en cas de contentieux
Ces missions sont précisées à l'article 3 du CCTP.

1.3 – IDENTIFICATION DES PARTIES

1.3.1 Pouvoir adjudicateur

L'État est le Maître d'Ouvrage de l'opération de travaux.

Le service chargé de la conduite de l'opération, qui a également qualité de pouvoir adjudicateur au sens du code de la commande publique, est le service indiqué comme tel à la page 1 du présent document.

Il est désigné sous le terme « *Pouvoir adjudicateur* » dans les pièces contractuelles.

1.3.2 Titulaire du marché

- REPRESENTANT DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est indiqué dans l'acte d'engagement du marché.

Il est identifié dans les pièces écrites du marché sous le terme « *Titulaire* » et est représenté par son mandataire dans le cas d'un groupement. En cas de groupement, le terme « *Titulaire* » représente indifféremment le mandataire et/ou chacun de ses cotraitants.

Dès la notification du marché, le *Titulaire* désigne en son sein une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du *Pouvoir adjudicateur*, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le *Titulaire* en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au *Pouvoir adjudicateur* dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le *Titulaire*.

Le *Titulaire* est tenu de notifier sans délai au *Pouvoir adjudicateur* les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

- *Mise en place de l'équipe projet et des intervenants*

Pour les prestations de l'article 2 du CCTP en particulier, le *Titulaire* s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de ces missions, l'intervenant nommément désigné à l'article 1.3 de l'acte d'engagement.

D'une manière générale, le *Titulaire* s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe), laquelle figure dans son offre.

Lorsque la personne nommément désignée à l'article 1.3 de l'acte d'engagement n'est plus en mesure d'accomplir ces missions, le *Titulaire* doit :

- en aviser, sans délai, le *Pouvoir adjudicateur* et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, proposer au *Pouvoir adjudicateur* un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant proposé par le *Titulaire* est considéré comme accepté par le *Pouvoir adjudicateur*, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trois semaines à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 10 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le *Pouvoir adjudicateur* est motivée.

Les avis, propositions et décisions du *Pouvoir adjudicateur* sont notifiés soit par voie électronique soit par tout autre moyen permettant d'attester de la date de réception de la décision ou de l'information.

A défaut de proposition de remplaçant par le *Titulaire* ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI.

▪ MANDATAIRE, EN CAS DE GROUPEMENT

En cas de groupement momentané d'entreprises, le mandataire représente les autres membres du groupement auprès du *Pouvoir adjudicateur* pendant l'exécution du marché. L'assurance du mandataire doit couvrir les responsabilités attachées à cette fonction.

Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du *Pouvoir adjudicateur*.

Il est solidaire vis-à-vis du *Pouvoir adjudicateur* de la défaillance de l'un de ses cotraitants jusqu'à la fin du marché.

Il est responsable vis-vis du *Pouvoir adjudicateur* du bon fonctionnement du groupement. A ce titre, il assure le pilotage et la coordination des interventions des membres du groupement et veille à la cohérence des documents remis.

▪ CHANGEMENT DE MANDATAIRE, EN CAS DE GROUPEMENT

Tout changement de mandataire fait l'objet d'un avenant au marché.

Sauf défaillance de ce dernier, l'entreprise désignée mandataire à la signature du marché assume ce rôle a minima jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le *Pouvoir adjudicateur* se réserve la possibilité de refuser une demande de changement de mandataire pour un motif légitime, par exemple tiré de l'insuffisance des capacités présentées par le nouveau mandataire au regard de l'engagement qu'il prend à son égard, notamment de solidarité.

A compter de la date de substitution, le nouveau mandataire assume vis-à-vis du *Pouvoir adjudicateur* les responsabilités décrites à l'article précédent. Par exception, les conséquences financières révélées après la substitution de mandataire mais qui résultent d'un manquement contractuel et/ou d'une défaillance d'un membre du groupement survenu avant la date de substitution de mandataire demeurent de la responsabilité de l'entreprise qui était mandataire du groupement à cette date de survenance. Dans cette hypothèse, l'obligation de solidarité demeure assurée par cette dernière entreprise.

- REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE DU MANDATAIRE

En cas de redressement judiciaire, la résiliation du marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale du marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le *Pouvoir adjudicateur* peut :

- Soit résilier la totalité du marché ;

- Soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai **d'un (1) mois**.

Un avenant désigne alors la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement. Le *Pouvoir adjudicateur* est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des prestations non exécutée par le mandataire.

Toutefois, si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des prestations, pour un motif légitime, le *Pouvoir adjudicateur* résilie la totalité du marché.

▪ REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE D'UN COTRAITANT NON MANDATAIRE

En cas de redressement judiciaire, la résiliation partielle du marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle du marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le membre du groupement concerné, à aucune indemnité.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du cotraitant concerné, elle n'emporte pas résiliation de la totalité du marché.

Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

1.4 Modalités relatives aux bons de commande

Les bons de commande sont émis au cours de l'exécution du contrat, en fonction des besoins de la personne publique.

Tout bon de commande est précédé de la transmission par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire d'une lettre de commande précisant son besoin au regard des prestations

demandées à l'article 3 du CCTP. Cette lettre de commande indique le degré de complexité de la question posée selon la définition du BPU.

A la réception de la lettre de commande, le titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours** calendaires pour faire parvenir un devis. Le devis est établi à titre gratuit.

Ce devis comporte :

- la ou les prestations envisagées ;
- l'estimation détaillée de la charge de travail pour chaque catégorie d'intervenant ;
- l'estimation du nombre d'heure effectué sur la commande ;
- le montant HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le *Titulaire* précise en outre le délai d'exécution de la commande dans le cas où ce délai de figurerait pas dans l'acte d'engagement.

Le Titulaire est tenu de réaliser la prestation commandée. Si en cours d'exécution d'une commande, le sujet nécessite un nombre d'heure supérieur à celui indiqué dans le devis, le Titulaire ne peut prétendre à rémunération supplémentaire, sauf circonstances légitimes (notamment sur les prestations liées à la représentation en justice) ou aléas imprévisibles et dans le cadre d'une lettre de commande rectificative préalable.

Au vu de l'estimation effectuée par le *Titulaire*, le Pouvoir Adjudicateur peut décider d'émettre ou non un bon de commande d'un délai de cinq (5) jours calendaires. Une absence de réponse dans ce délai équivaut à un abandon tacite de la commande.

Les bons de commande sont établis et notifiés par le biais de la plateforme Ediflex (cf. article 5.1) à l'initiative du *Pouvoir adjudicateur* permettant de s'assurer de la réception effective par le *Titulaire* ainsi que de l'horodatage

Dans un délai de **cinq (5) jours** calendaires à compter de la notification de la lettre de commande, le Titulaire transmet les réserves écrites qu'il estimerait utiles. Au-delà de ce delà, aucune réserve émise par le Titulaire ne sera acceptée.

En cas de réserves, dans le délai prévu ci-avant, le *Pouvoir adjudicateur* reprécisera le point de départ et le délai d'exécution du bon de commande selon les suites qu'il jugera utile de mettre en œuvre eu égard aux réserves exprimées.

1.5 Fractionnement des prestations

Sans objet

1.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

1.7 Prestations similaires

Sans objet

1.8 Langue

Tous les documents écrits remis par le *Titulaire* doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le *Titulaire* ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ☒ l'acte d'engagement et ses annexes n°1 (pouvoirs) et 2 (Bordereau des prix unitaires / BPU) ;
- ☒ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ☒ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ☒ l'offre technique du titulaire ;
- ☒ la décomposition du prix global et forfaitaires (DPGF – Annexe n°5 au Règlement de la consultation) uniquement pour la définition du montant de chaque mission dans le cadre des paiements ;
- ☒ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du présent accord-cadre, ces pièces prévalent, sauf cas d'erreur manifeste, dans l'ordre dans

lequel elles sont énumérées ci-dessus. Seuls les exemplaires détenus par l'Administration font foi.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ - PROLONGATION

3.1. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification au *Titulaire* et se termine à l'achèvement de la période de garantie de parfait achèvement (GPA), en l'absence de différend ou contentieux demeurant à l'issue de cette période, ou, à la résolution du dernier différend ou du dernier contentieux né durant la durée de la phase conception-réalisation du marché public global de performance.

Les délais d'exécution des prestations prévues au marché sont précisés dans l'acte d'engagement.

En cas d'allongement des délais d'exécution résultant d'une *Cause légitime* définie à l'article 3.3 du présent CCAP, la durée du marché précitée peut être prolongée par voie d'avenant pour une durée égale à celle durant laquelle l'événement considéré aura perturbé tout ou partie de l'exécution du marché, indépendamment de l'imputation de la responsabilité liée au retard ou des actions en responsabilité qui pourraient ensuite être engagées.

La prolongation de la durée du marché est due au *Titulaire*, pour autant que le *Titulaire* a mis en œuvre les moyens qui étaient ou auraient dû raisonnablement être à sa disposition pour éviter la survenance de la *Cause légitime* considérée ou en limiter les conséquences.

3.2. Modalités de calcul des délais

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en heures, il s'entend de chaque heure (espace de temps égal à soixante minutes consécutives) comprises entre zéro heure et minuit. Lorsque le délai est expressément fixé en heures ouvrées, il s'entend des heures comprises entre 9h et 18h.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend, sauf indication contraire, en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Lorsque le délai est expressément fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés. Lorsque le délai est expressément fixé en jours ouvrables, il s'entend hors dimanches et jours fériés.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit, à minuit.

3.3. Définition des causes légitimes

Constituent des « *causes légitimes* » au sens du présent marché, tous les événements ne résultant pas d'un fait imputable, même partiellement, au *Titulaire* et ayant une conséquence significative sur l'exécution et la durée des prestations prévues au marché, ce dont le *Titulaire* a la charge de la preuve.

Lorsque le *Titulaire* invoque la survenance d'une *Cause légitime*, il doit le notifier au *Pouvoir adjudicateur* dans un délai de **cinq (5) jours** à compter de la survenance de celle-ci, par lettre recommandée avec accusé réception

3.4. Effet des causes légitimes

Si l'invocation de la *Cause légitime* est admise par le *Pouvoir adjudicateur*, par tout moyen permettant de donner à celle-ci une date certaine, les délais contractuels sont prolongés et les pénalités correspondantes sont inapplicables.

Le *Titulaire* peut également prétendre à une indemnité en réparation des conséquences financières induites par la survenance de l'événement en cause ou une rémunération complémentaire en cas de prestations complémentaires, versée par le *Pouvoir adjudicateur*, dès lors que ces coûts auront été définitivement arrêtés et dûment justifiés au regard des principes définis par la jurisprudence en la matière et notamment du caractère forfaitaire de la mission.

En tout état de cause, le *Pouvoir adjudicateur* ne procède à la prolongation des délais et au versement d'une indemnisation ou d'une rémunération complémentaire dans les conditions définies ci-dessus que si *Titulaire* a mis en œuvre les moyens qui étaient ou auraient dû raisonnablement être à sa disposition pour éviter la survenance de la *Cause légitime* alléguée ou en limiter les conséquences.

Si le *Titulaire* a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement constitutif d'une *Cause légitime*, il n'est fondé à invoquer la *Cause légitime* que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

3.5 Clause de réexamen

Selon l'article 25 du CCAG-PI.

ARTICLE 4 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Généralités

La rémunération du *Titulaire* est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le *Titulaire* s'interdit de solliciter ou d'accepter quelle qu'autre rémunération que ce soit, même en contrepartie de prestations, de la part d'un tiers.

Le prix de l'accord-cadre est réputé comprendre l'ensemble des coûts nécessaires au parfait accomplissement de sa mission par le *Titulaire* tel que décrite dans le CCTP. En particulier, le prix de l'accord-cadre inclut les réunions, déplacements et sujétions nécessaires à leur parfaite exécution, étant précisé que les réunions par visioconférence seront privilégiées.

4.2 Forme des prix

Le marché prend la forme d'un accord cadre à prix mixte composé :

- De prestations rémunérées par un prix forfaitaire,
- De prestations faisant l'objet de bons de commande pour un montant maximum de 40 000 € HT, établis sur la base des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé au présent marché.

Le présent marché est passé à prix révisable suivant les modalités fixées ci-dessous. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo » fixé dans l'acte d'engagement.

4.3 Choix de l'index de référence et modalités de révision des prix

Les acomptes relatifs à l'exécution des missions forfaitaires font l'objet d'une révision de prix selon le coefficient de révision donné par la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 \frac{Im-3}{Io}$$

dans laquelle :

Io : Index ingénierie du mois « Mo » (mois d'origine)

Im-3 : Index ingénierie du mois « m-3 » d'exécution des prestations.

Ce mois « m-3 » est déterminé comme suit :

- a. Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois :
 - . index du mois antérieur de 3 mois au mois de remise de l'élément au *Pouvoir adjudicateur* ;
- b. Durée d'exécution supérieure à un mois :
 - . l'index du mois antérieur de 3 mois au mois d'exécution de la prestation retenu est appliqué au montant divisé par le nombre de mois d'exécution

Le *Pouvoir adjudicateur* procède à une révision unique définitive de la situation après la publication de(s) l'index correspondant au mois d'exécution des prestations.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Pour les prestations sur bons de commande, rémunérées par un prix unitaire, ce prix est révisé une fois par an, à la date anniversaire de la notification du marché, par application du coefficient :

$$R = 0,15 + 0,85 \frac{Im-3}{Io}$$

dans laquelle :

Io : Index ingénierie du mois « *Mo* » (mois d'origine)

Im-3 : Index ingénierie correspondant au mois antérieur de 3 mois à la date anniversaire de la notification du marché.

4.4 TVA

Le présent marché est soumis à la TVA en vigueur. Toutefois, il est précisé que tous les montants du présent marché sont exprimés hors TVA.

ARTICLE 5 – REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Utilisation de la plateforme Ediflex

Le *Pouvoir adjudicateur* utilise une plateforme spécifique pour la gestion financière du présent accord-cadre, Ediflex (société EPICTURE), accessible par l'URL suivante : <https://www.ediflex.com> , qui intègre une passerelle vers Chorus-pro.

Les demandes de paiement, devis et bons de commande établis dans le cadre du présent marché transitent par cette plateforme.

Le *Pouvoir adjudicateur* :

- permet l'accès du *Titulaire* à la plateforme ;
- communique au du *Titulaire* les informations nécessaires à ce dernier pour son utilisation ;

- prend en charge les coûts directs afférents à l'utilisation de la plateforme (tels que abonnement, formation etc.) ;
- assure l'intégration et le paramétrage technique du marché dans la plateforme ;
- valide ou rejette les demandes de paiement et projets de décompte déposés par le *Titulaire*, le cas échéant après modification de celles-ci ;
- valide ou rejette les demandes de paiement et projets de décompte déposés par les entreprises de travaux et validés par le *Titulaire*, le cas échéant après modification de ceux-ci ;

Le *Titulaire* :

- communique au *Pouvoir adjudicateur* les informations nécessaires à ce dernier pour le paramétrage de la plateforme ;
- s'assure du bon fonctionnement de la passerelle vers Chorus-pro par l'intégration et la mise à jour, si nécessaire, du code technique délivré par Chorus-pro ;
- présente ses demandes de paiement et projets de décompte par le biais de la plateforme, laquelle comporte un circuit de validation ;
- valide ou rejette par la plateforme, dans le délai indiqué à l'article 8.2, les demandes de paiements et projets de décompte déposés par les entreprises de travaux le cas échéant après modification de ceux-ci ;

5.2 Avance au titulaire et aux sous-traitants

Une avance, telle que prévue aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, est accordée au titulaire, lorsque le montant des prestations de la tranche ferme dont il est chargé est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant TTC (hors sous-traitance soumise à paiement direct) du montant du forfait de la tranche ferme divisé par la durée de l'accord-cadre exprimée en mois.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé. Il ne peut être affecté par la mise en œuvre de la clause de variation de prix prévue à l'article 5 du présent document.

Le remboursement de cette avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte commence lorsque le montant des prestations exécutées, au titre de l'accord-cadre, atteint ou dépasse 65 % de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant des prestations exécutées.

Le sous-traitant peut solliciter l'avance alors même que le *Titulaire*, qui remplit les conditions, y a renoncé. L'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être

accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans l'acte spécial. Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 30 % du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués par le *Pouvoir adjudicateur* dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le *Pouvoir adjudicateur* prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct aux sous-traitants.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

L'avance est versée après notification du marché.

5.3 Règlement de prestations forfaitaires

Le règlement des sommes dues au *Titulaire* fait l'objet d'acomptes périodiques, lesquels n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des montants indiqués dans la DPGF.

Pour chaque mission décrite au CCTP, le solde, équivalent à 10% du montant de la mission, est versé sur demande du *Titulaire*, après l'achèvement de la mission.

5.4 Règlement des prestations à prix unitaires

En fonction de la durée de la prestation, le règlement des sommes dues au *Titulaire* fait l'objet soit d'un paiement unique après établissement du service fait, soit d'acomptes périodiques, lesquels n'ont alors pas le caractère de paiements définitifs.

5.5 Délai de paiement et intérêts moratoires

Pour chaque élément de mission, les acomptes sont payés dans le délai de **trente (30) jours** suivant la réception de la demande de paiement.

Ces délais ne peuvent être suspendus qu'une seule fois et par envoi d'un message au titulaire, **huit (8) jours** avant l'expiration du délai lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Le rejet doit indiquer qu'il a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Toutefois, si le retard de paiement résulte d'un blocage technique dans le traitement de la demande de paiement via la plateforme Ediflex imputable au *Titulaire*, aucun intérêt moratoire n'est dû.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts commencent à courir à compter du jour suivant la date prévue du règlement et continuent à courir jusqu'au jour du parfait paiement de la totalité des sommes dues au créancier.

5.6 Paiement des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément de ses conditions de paiement en vertu des articles R.2193-1 du code de la commande publique sont subordonnés à la production d'un acte spécial comprenant les mentions obligatoires prévues à l'article R2193-3 du code précité.

A droit au paiement direct tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions de l'article R2193-11 du code précité.

ARTICLE 7– DELAIS ET DOCUMENTS D'ETUDES

7.1. Établissement des documents

7.1.1 Délais d'établissement des documents

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents ainsi que le point de départ de ces délais.

7.1.2 Réception des documents

Les documents établis par le *Titulaire* font l'objet d'une décision par le *Pouvoir adjudicateur* : réception, ajournement, réception avec réfaction, rejet. Le *Pouvoir adjudicateur* se prononce, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI dans le délai **d'un (1) mois**.

Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception des documents.

Toutefois dans le cas où le *Pouvoir adjudicateur* émet des observations conduisant le *Titulaire* à la reprise, la modification ou l'ajout de compléments aux documents

d'études produits, ces observations constituent des décisions d'ajournement ou de rejet au sens de l'article 29 du CCAG-PI.

A défaut de décision expresse ou d'observations à l'expiration du délai, la prestation est considérée comme réceptionnée.

En cas de rejet ou d'ajournement, et par dérogation aux articles 29.2.1 et 29.4.3 du CCAG-PI, le *Titulaire* modifie sa prestation dans les **dix (10) jours** suivant la notification de la décision. Un nouveau délai de **deux (2) semaines** est ouvert au *Pouvoir adjudicateur* pour se prononcer sur la prestation remise.

7.1.3 Remise des documents

Les documents sont remis sous forme dématérialisée à l'adresse ci-dessous :

bimo.ago@finances.gouv.fr

ARTICLE 8 – PENALITES

8.1. Principes généraux

D'une manière générale, outre le fait que les prestations non fournies ne seront pas payées, les pénalités définies ci-dessous pourront être appliquées à tout moment par le *Pouvoir adjudicateur*, dès constat par lui-même du dysfonctionnement ou du non-respect des conditions contractuelles.

Les pénalités de retard peuvent être appliquées sans que le *Pouvoir adjudicateur* n'ait à en informer le *Titulaire* au préalable, ni qu'un délai ait été laissé au le *Titulaire* pour présenter ses observations en réponse.

Le *Titulaire* s'oblige à déduire les pénalités dont la mise en œuvre lui aura été notifiée par lettre recommandée ou courriel avec accusé de réception des factures qu'il présente au *Pouvoir adjudicateur* au titre de l'exécution du marché.

Les pénalités seront déduites des factures payées au *Titulaire*. En tout état de cause, le *Pouvoir adjudicateur* se réserve le droit d'émettre des titres exécutoires pour réclamer le paiement des pénalités prévues au marché.

Aucune pénalité ne peut être appliquée au *Titulaire* lorsque le fait générateur résulte de la survenance d'un fait constitutif d'une *Cause légitime*, au sens du présent marché.

Les pénalités ne sont pas libératoires : elles n'empêchent pas le *Pouvoir adjudicateur* de rechercher la responsabilité du *Titulaire* pour les faits qu'elles sanctionnent, ni n'exonèrent le *Titulaire* de ses obligations au titre du marché.

Les pénalités sont exprimées en jours calendaires : les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont exprimées en montant forfaitaire.

Les pénalités ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités d'un montant inférieur à 1.000 € sont appliquées.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation par le *Pouvoir adjudicateur*.

La somme de plusieurs pénalités peut être appliquée au *Titulaire* si pour un seul dysfonctionnement, plusieurs typologies sont applicables.

Dans le cas de prestataires groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du *Pouvoir adjudicateur*.

Le montant cumulé des pénalités ne pourra pas excéder 20% du montant du marché, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI.

8.2. Contenu des pénalités

- Pénalité pour retard dans la remise des documents dus par le *Titulaire* au titre du présent marché : **100 (Cent) euros** par jour de retard ;
- Pénalité pour retard non justifié à une réunion programmée dans le cadre du marché : **150 (Cent cinquante) euros** ;
- Pénalité pour absence non justifiée à une réunion programmée dans le cadre du marché : **300 (Trois cents) euros** ;
- Pénalité pour non-respect de la communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé : **100 (Cent) euros**
- Pénalité pour non-respect des règles de confidentialité ou de protection des données personnelles : **3%** du montant de la part forfaitaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 9– PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le *Titulaire* cède à titre exclusif des droits d'exploitation, tels que formulés aux articles L. 122-2 et L. 122-3 du Code de la propriété intellectuelle, afférents aux prestations intellectuelles objet du présent marché. Ces droits comprennent le droit de représenter et de reproduire ainsi que le droit de modification ou d'adaptation.

Le *Titulaire* accorde donc au *Pouvoir adjudicateur*, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.

Pour permettre au *Pouvoir adjudicateur* d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le Titulaire garantit au Pouvoir adjudicateur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non, tels que définis dans le CCAG.

L'auteur garantit au propriétaire que les prestations ne feront l'objet d'aucune cession des droits patrimoniaux à des tiers. En conséquence, l'auteur garantit au propriétaire la disposition exclusive, libre et entière des prestations ainsi que des droits cédés contre tout trouble, revendication ou éviction quelconque.

Il est précisé que Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité.

ARTICLE 10 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

En complément de l'article 22 du CCAG-PI, le *Maître d'Ouvrage* se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des missions mentionnées au CCTP.

L'arrêt des prestations emporte la résiliation du marché sans que cela n'ouvre droit à indemnisation.

ARTICLE 11 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

Cf. article 3.1 CCAP Durée du marché

ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE

Outre les dispositions prévues au CCAG et aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux frais et risques du déclarant par décision du pouvoir adjudicateur en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-12 du code de la commande publique. Ce marché pourra être suivi après résiliation d'un autre marché. Les excédents de dépenses éventuels seront prélevés sur les sommes pouvant être dues au déclarant, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du *Titulaire*, à titre d'indemnisation, le pourcentage (5 %) prévu à l'article 36 CCAG-PI est appliqué au montant des prestations forfaitaires non exécutées à la date de la résiliation.

12.2 Résiliation du marché aux torts du *Titulaire* ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le *Titulaire* et acceptées par le *Pouvoir adjudicateur* est rémunérée avec un abattement de 10 %.

ARTICLE 13 – CLAUSES DIVERSES

13.1 Clause environnementale

Le présent accord-cadre prévoit des spécifications et considérations environnementales comme conditions d'exécution du marché au titre de l'article L.2111-1 du Code de la commande publique et en vue de l'application des obligations issues de l'article 35 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets.

Ces conditions sont les suivantes :

- Pour l'exécution des prestations

Les documents remis sous forme imprimée sont livrés sur des supports respectueux de l'environnement (support dématérialisé ou papier recyclé, utilisation noir et blanc plutôt que couleur, utilisation de polices de caractère "light"(Ecofont), optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, utilisation d'encre végétales...). Il est demandé au *Titulaire* d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents dématérialisés produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par courriels.

- Pour les déplacements

Une organisation et une optimisation des déplacements professionnels pendant l'exécution du contrat seront demandées (visioconférence, usage des transports en commun, covoiturage des collaborateurs dans la mesure du possible ...).

Afin de vérifier que le titulaire du contrat respecte la présente clause, le Pouvoir adjudicateur pourra demander à tout moment, sur simple demande, la communication de tous les justificatifs.

Le Titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

13.2 Nantissement du marché ou cession de créances

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les modalités exposées aux articles 4.2 du CCAG-PI et aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

13.3 Assurance et responsabilité

Le *Titulaire* transmet une attestation d'assurance conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI.

Il doit, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le *Pouvoir adjudicateur* pour assurer la couverture des risques liés à cette opération. En cas de groupement, ces dispositions s'appliquent à chacun des cotraitants.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le *Titulaire* doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13.4 Confidentialité

Le *Titulaire* est soumis, au-delà du respect de l'article 5.1 du CCAG PI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration de l'accord-cadre. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants et autres cocontractants, la confidentialité

sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions confiées à lui sur le fondement du présent accord-cadre.

Y compris après l'achèvement des prestations de l'accord-cadre, les renseignements, documents ou objets remis au titulaire dans l'exercice de sa mission ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, sauf accord exprès du représentant du pouvoir adjudicateur. Dans les mêmes conditions, le *Titulaire* ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite.

Y compris après l'achèvement des prestations de l'accord-cadre, le *Titulaire* ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le *Titulaire* s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

13.5 Traitement des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, le *Titulaire* et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le *Pouvoir adjudicateur* et le sous-traitant est le *Titulaire* du marché public.

Pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dont la réalisation est confiée à le *Titulaire* dans le strict respect des instructions documentées du *Pouvoir adjudicateur* ;
- les obligations du *Pouvoir adjudicateur* et celles de le *Titulaire* vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de

- données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être facilité ;
 - les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations ;
 - la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au le *Titulaire* en cas de méconnaissance de la réglementation.

En application de l'article 39 du CCAG-PI, le *Pouvoir adjudicateur* peut résilier le marché pour faute du le *Titulaire* en cas de manquement, par ce dernier ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles.

13.6. Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire :

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le *Titulaire* soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le *Titulaire* soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique au *Pouvoir adjudicateur* le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le *Titulaire* les transmet dans un délai maximum de **six (6) mois** après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le *Titulaire* au *Pouvoir adjudicateur*, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

13.7 Évaluation du fournisseur

Les prestations objets du marché ou du bon de commande font l'objet d'une évaluation. Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille se trouve à l'annexe 4 du CCAP à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le *Titulaire* est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

ARTICLE 14 – REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le *Titulaire* et le *Pouvoir adjudicateur* doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce

différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Le *Pouvoir adjudicateur* accuse réception dans les **quinze (15) jours**. Le *Pouvoir adjudicateur* dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le représentant du *Pouvoir adjudicateur* en charge du suivi d'exécution.

Le *Pouvoir adjudicateur* et le *Titulaire* privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux. La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le *Maître d'Ouvrage* ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux

ARTICLE 15 – TRIBUNAL COMPETENT

A défaut de conciliation acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Poitiers

15 rue de Blossac
CS80541
86020 POITIERS
Cedex tél. : 05 49 60 79 19
greffe.ta-poitiers@juradm.fr

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. - PI

Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI par l'article 1.3.2 du présent CCAP

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 2 du présent CCAP.

Dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI par l'article 7.1.2 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 29.2.1 et 29.4.3 du CCAG-PI par l'article 7.1.2 du présent CCAP,

Dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-PI par l'article 8.1.2 du présent CCAP.

Fait, le 27/01/2026